



ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

Arrêté royal portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, concernant les entreprises de fourniture d'adresses

Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement ter uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, aangaande ondernemingen die adressen verschaffen

PHILIPPE, Roi des Belges,

FILIP, Koning der Belgen,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Vu la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, les articles 86, § 1^{er}, et 33, § 1^{er}, alinéa 3 ;

Gelet op de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, artikelen 86, § 1, en 33, § 1, 3^{de} lid;

Vu l'avis [...] du Conseil d'État, donné le [...], en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Gelet op advies [...] van de Raad van State, gegeven op [...], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Article 1^{er}. Le règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, concernant les entreprises de fourniture d'adresses, est approuvé.

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement ter uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, aangaande ondernemingen die adressen verschaffen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 2. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à

Gegeven te

Par le Roi :
Le Ministre de l'Economie,

Van Koningswege:
De Minister van Economie,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Muylle', written in a cursive style.

Nathalie MUYLLE

ANNEXE

Règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, concernant les entreprises de fourniture d'adresses

Chapitre I. – Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, l'on entend par :

1° « la loi » : la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;

2° « blanchiment de capitaux et financement du terrorisme » : les pratiques visées aux articles 2 et 3 de la loi ;

3° « entreprise de fourniture d'adresses » : la personne physique ou morale, visée à l'article 4 de la loi du 29 mars 2018 portant enregistrement des prestataires de services aux sociétés, qui exerce une activité visée à l'article 3, 1°, b) ou c), de ladite loi ;

4° « contrat de fourniture d'adresse » : le contrat conclu par une entreprise de fourniture d'adresses, ayant pour objet un ou plusieurs des services figurant à l'article 3, 1°, b) ou c), de la loi du 29 mars 2018 précitée ;

5° « client » : la personne avec laquelle l'entreprise de fourniture d'adresses a conclu un contrat de fourniture d'adresse ou qui a l'intention de conclure un tel contrat ;

6° « bénéficiaire effectif » : la personne visée à l'article 4, 27°, de la loi ;

7° « registre UBO » : le registre centralisé des bénéficiaires effectifs, visé à l'article 73 de la loi ;

8° « responsable anti-blanchiment » : la personne visée à l'article 9, § 1^{er}, de la loi ;

9° « AMLCO » (anti-moneylaundering compliance officer) : la personne visée à l'article 9, § 2, de la loi ;

10° « caractéristique, opération ou fait atypique » : une caractéristique, opération ou fait qui n'est pas cohérente par rapport aux caractéristiques du client, à l'objet et à la nature de la relation d'affaires ou de l'opération concernée, ou au profil de risque du client et qui, de ce fait, est susceptible d'être liée au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme ;

11° « personne politiquement exposée (PPE) » : la personne visée à l'article 4, 28°, de la loi ;

12° « GAFI » : le « Groupe d'action financière » ;

13° « CTIF » : la Cellule de traitement des informations financières, visée aux articles 4, 16°, et 76 de la loi ;

14° « Inspection économique » : la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, qui est chargé du contrôle visé à l'article 85, § 1^{er}, 5°, et § 3, de la loi.

Art. 2. Les dispositions du présent règlement sont applicables aux entreprises de fourniture d'adresses, visées à l'article 1^{er}, 3°.

Si l'entreprise de fourniture d'adresses utilise de bonne foi les procédures et outils mis à sa disposition par une association professionnelle de commun accord avec l'Inspection économique, elle est présumée satisfaire aux obligations prévues aux articles 7 à 35 et 37 à 46 de la loi et aux articles 3 à 22 du présent règlement.

L'entreprise de fourniture d'adresses peut déroger au présent règlement pour autant que la loi soit respectée, lorsque son évaluation globale et individuelle des risques, effectuée en vertu des articles 16 et 19, § 2, de la loi, indique un risque faible de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Chapitre II. – Identification et vérification de l'identité des clients, mandataires et bénéficiaires effectifs

Section I. Qui identifier ?

Art. 3. Doivent être identifiés les clients, mandataires et bénéficiaires effectifs, conformément aux dispositions des sections suivantes.

Section II. Identification et vérification de l'identité des clients

Sous-section I. Quand identifier, vérifier et mettre à jour les données des clients ?

Art. 4. Avant de conclure avec le client un contrat de fourniture d'adresse, ou après dans les conditions prévues à l'article 31 de la loi, l'entreprise de fourniture d'adresses doit identifier ses clients conformément à l'article 6 et vérifier leur identité, conformément aux articles 7 à 11.

Art. 5. Pendant l'exécution du contrat de fourniture d'adresse, l'entreprise de fourniture d'adresses doit, dans le cadre de son obligation de vigilance continue décrite à l'article 20, mettre à jour les données d'identification des clients.

Sous-section II. Sur quoi portent l'identification et la vérification de l'identité des clients ?

Art. 6. § 1^{er}. Pour les clients personnes physiques, l'identification et la vérification de l'identité des clients portent sur :

- le nom et le prénom,
- la date et le lieu de naissance,
- dans la mesure du possible, l'adresse,
- le numéro d'entreprise ou un numéro d'identification similaire à l'étranger.

§ 2. Pour les clients personnes morales, les trusts, les fiducies et les constructions juridiques similaires, l'identification et la vérification portent sur :

- la dénomination sociale ;
- le siège social ;
- le nom et le prénom des administrateurs, des gérants, du trustee ou du fiducie, du protecteur (le cas échéant) ;

- la validité du mandat pour engager la personne morale, le trust, la fiducie ou la construction juridique similaire ;
- le numéro d'entreprise ou un numéro d'identification similaire à l'étranger.

Sous-section III. Comment vérifier l'identité des clients ?

Art. 7. L'identité des clients est vérifiée :

- soit au moyen d'un ou plusieurs documents probants, tels que ceux visé aux articles 8 à 11 ;
- soit en consultant une ou plusieurs sources fiables et indépendantes, telle que la Banque-Carrefour des Entreprises ou le Moniteur belge.

Art. 8. Si le client est une personne physique belge ou ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne, son identité peut être vérifiée à l'aide de sa carte d'identité et/ou son passeport. En cas de doute quant à la légitimité de la présentation d'une carte d'identité, il est néanmoins recommandé de vérifier qu'elle n'est pas renseignée comme volée ou perdue dans la base de données ad hoc du SPF Intérieur (voir le site : <https://www.checkdoc.be>).

Si le client est une personne physique qui n'est pas ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne et qui réside à l'étranger, la vérification de son identité peut également être opérée au moyen de son passeport ou de tout autre document d'identité.

Si le client est une personne physique qui n'est pas ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne et qui réside en Belgique et qui, en raison de son statut légal sur le territoire belge, ne dispose pas d'une carte d'identité délivrée par les autorités belges, la vérification de son identité peut être opérée au moyen de son certificat d'inscription au registre des étrangers, valable ou, lorsqu'il n'en dispose pas en raison de son statut, au moyen du document valable émis par les autorités publiques belges qui atteste de la légalité de son séjour en Belgique.

Lorsque l'adresse du client n'est pas mentionnée sur le document probant qu'il présente et en cas de doute de la part de l'entreprise de fourniture d'adresses quant à l'exactitude de l'adresse mentionnée, elle est tenue de la vérifier au moyen d'un ou plusieurs autres documents ou d'une ou plusieurs sources indépendantes et fiables.

Art. 9. Si le client est une personne morale, la vérification de son identité peut être opérée :

- en consultant en ligne les données de ce client reprises à l'article 6, § 2, qui figurent dans la Banque-Carrefour des Entreprises, dans un registre équivalent d'un autre Etat ou dans une base de données fiable et indépendante ;
- au moyen des documents mentionnés ci-dessous et de leur traduction dans une des langues nationales ou en anglais :
 - 1° la version la plus récente des statuts coordonnés, un certificat de constitution ou tout autre document provenant d'une source indépendante et fiable attestant l'existence du client et indiquant son nom, son siège social et si possible sa forme juridique et ses unités d'établissement ;
 - 2° la liste des administrateurs de la personne morale ainsi que la publication de leur nomination dans un document officiel ou tout autre document probant permettant d'établir leur qualité d'administrateurs.

Art. 10. § 1^{er}. Si le client est un trust, une association de fait, une fiducie ou toute autre structure juridique dénuée de personnalité juridique, l'entreprise de fourniture d'adresses prend connaissance de l'existence, de la nature, des finalités poursuivies et des modalités de gestion et de représentation. Ensuite, l'entreprise de fourniture d'adresses vérifie cette information au moyen de documents ou sources d'informations susceptibles de faire preuve, dont elle prendra copie.

Cette identification inclut la prise de connaissance et la vérification, par l'entreprise de fourniture d'adresses, de la liste des personnes autorisées à exercer la gestion de ce client, au moyen d'un document susceptible de faire preuve.

Pour les constructions juridiques, comme les trusts, cette identification inclut la prise de connaissance et la vérification de l'identité du constituant du trust, du ou des trustees, du protecteur (le cas échéant).

§ 2. Lorsque le client est une indivision, les obligations d'identification du client et de vérification de son identité conformément aux articles 4 à 9 portent sur chaque indivisaire. Dans le cas de droits démembrés, ces obligations portent sur les usufruitiers, emphytéotes ou superficiaires.

Section III. Identification des mandataires, vérification de leur identité et vérification de leurs pouvoirs de représentation

Art. 11. Sont notamment visés les mandataires suivants :

- les personnes autorisées à agir au nom d'un client en vertu d'un mandat général ou spécial ;
- les personnes autorisées à représenter un client qui est une personne morale, une association de fait ou une autre structure juridique dénuée de personnalité juridique, dans leurs relations avec l'entreprise de fourniture d'adresses.

Art. 12. L'entreprise de fourniture d'adresses doit identifier les mandataires, vérifier leur identité et mettre à jour leurs données, de la même manière que les clients, conformément aux articles 4 à 10.

Elle doit également prendre connaissance des pouvoirs de représentation du mandataire et les vérifier au moyen de documents probants.

Section IV. – Identification et vérification de l'identité des bénéficiaires effectifs

Sous-section I. Quels bénéficiaires effectifs identifier ?

Art. 13. Le cas échéant, l'entreprise de fourniture d'adresses identifie et prend des mesures raisonnables pour vérifier l'identité du ou des bénéficiaires effectifs des clients et du ou des mandataires.

Art. 14. L'article 13 ne s'applique pas lorsque le client, le mandataire du client ou une société qui contrôle le client ou le mandataire, est une société cotée au sens de l'article 4 du Code des sociétés et des associations.

Sous-section II. Quand identifier, vérifier et mettre à jour les données sur les bénéficiaires effectifs ?

Art. 15. Les bénéficiaires effectifs doivent être identifiés et leurs données mises à jour, aux mêmes moments que les clients, conformément aux articles 4 et 5.

Sous-section III. Sur quoi porte l'identification des bénéficiaires effectifs ?

Art. 16. L'identification des bénéficiaires effectifs nécessite de connaître les nom et prénom, et, dans la mesure du possible, la date et le lieu de naissance, et l'adresse.

L'identification des bénéficiaires effectifs conformément à l'article 13 inclut la prise de mesures raisonnables pour comprendre la structure de propriété et de contrôle du client ou du mandataire qui est une société, une personne morale, une fondation, une fiducie, un trust ou une construction juridique similaire.

Sous-section IV. Comment vérifier l'identité bénéficiaires effectifs ?

Art. 17. L'entreprise de fourniture d'adresses identifie les bénéficiaires effectifs de ses clients en prenant connaissance des données qui lui sont communiquées par le client, et vérifie la véracité des données d'identification recueillies en confrontant à un ou plusieurs documents probants ou sources fiables et indépendantes d'information permettant de confirmer ces données. Il appartient à l'entreprise de fourniture d'adresse d'énumérer ces données, documents et sources dans ses procédures internes relatives à l'identification et à la vérification de l'identité des personnes concernées.

Cette énumération doit se fonder sur une évaluation du degré de fiabilité de chacun des documents probants ou de chaque source d'information afin de s'assurer qu'il est suffisant pour atteindre l'objectif fixé aux articles 26 et 27, § 1^{er}, de la loi.

Art. 18. L'identité des bénéficiaires effectifs ainsi communiqués, peut être vérifiée, par exemple à l'aide :

- des documents requis pour vérifier l'identité des clients personnes physiques, visés aux articles 7 ou 8 ;
- d'autres documents tels que l'acte de constitution, le registre des actionnaires nominatifs ou des associés ou les listes de présence aux assemblées générales;
- de diverses sources d'information indépendantes et fiables ;
- de la consultation du registre UBO, sans pour autant s'y appuyer exclusivement pour la vérification de leur identité.

Chapitre III. Evaluation des risques et devoirs de vigilance

Section I. Evaluation des risques

Art. 19. Avant de conclure un contrat de fourniture d'adresse, les entreprises de fourniture d'adresses évaluent le risque présenté par la conclusion de ce contrat, notamment en fonction des critères visés à l'annexe III de la loi et aux articles 21 et 22.

Section II. Vigilance continue

Art. 20. Pendant l'exécution du contrat de fourniture d'adresse, aux fréquences prévues au second alinéa, l'entreprise de fourniture d'adresses :

- examine les opérations et faits effectués durant la durée du contrat et relève ceux qui sont atypiques, notamment ceux visés à l'annexe III de la loi ou aux articles 21 et 22 ;
- met à jour les données d'identification, conformément au chapitre II et, en cas de modification, vérifie les données nouvelles.

La fréquence d'examen et de mise à jour dépend du niveau de risque décelé chez le client en application des articles 19 et du présent article :

- pour un nouveau client ou lorsque le profil de risque d'un client est élevé : au moins une fois par an ;
- lorsque le profil de risque d'un client est moyen : au moins tous les trois ans ;
- lorsque le profil de risque d'un client est faible : au moins tous les cinq ans.

Section III. Recherche des caractéristiques du client, du mandataire et du bénéficiaire effectif

Art. 21. Avant de conclure un contrat de fourniture d'adresse, l'entreprise de fourniture d'adresses cherche si le client, le mandataire et le bénéficiaire effectif présentent les caractéristiques suivantes :

- les facteurs de risques visés à l'annexe III de la loi ;
- le client, mandataire ou bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée, un membre de sa famille ou une personne qui lui est étroitement associée au sens de l'article 4, 30°, de la loi; cette vérification s'effectue notamment via des consultations cumulatives d'internet, de banques de données officielles, de la déclaration du client sur base d'un questionnaire ;
- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif est une personne mineure ou impliquée dans une ou diverses faillites ou autres opérations douteuses ;
- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif figure sur la liste de personnes à haut risque, tenue par le SPF Finances ;
- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif est établi dans un pays repris sur la liste de pays à haut risques, tenue par le SPF Finances, ou dans un pays figurant à l'article 179 de l'AR / CIR 92.

Section IV. Constatation d'opérations ou de faits présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme

Art. 22. Tant avant la conclusion du contrat (où elle est tenue d'évaluer les risques) qu'en cours d'exécution (où elle est tenue d'exercer une vigilance constante en fonction du risque), l'entreprise de fourniture d'adresses relève les opérations et faits présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, notamment les opérations et faits suivants :

1° opérations ou faits nécessitant les mesures prévues aux articles 20 et 23 à 25 :

a) faits constatés avant la conclusion du contrat (dans le cadre de l'évaluation des risques définie à l'article 19) :

- les facteurs de risques visés à l'annexe III de la loi ;
- le client est un trust, une association de fait ou une autre structure juridique dont une bonne connaissance requiert une analyse plus approfondie, par exemple une structure juridique complexe ou transnationale pour des sociétés autres que des sociétés anonymes ou équivalentes ;
- le client existe depuis moins de 12 mois ;
- le gérant ou la majorité des administrateurs sont en fonction depuis moins de 12 mois ;
- le client est une société à responsabilité illimitée ou une limited ;
- le client est une association ;
- le mandataire ou des associés sont manifestement des hommes de paille (constatés p.ex. de par leur incompétence, ne parlant aucune langue d'affaires, visiblement drogués ou sans abri, ont un mandat limité à la conclusion du contrat de fourniture d'adresse...) ;
- l'activité du client n'est pas claire ou ne correspond pas à l'activité décrite dans la Banque carrefour des entreprises ou dans ses statuts ;
- l'activité du client nécessite une implantation physique en un autre endroit, où pourrait être installé le siège social ;
- la motivation du client pour installer son siège social à cette adresse n'est pas claire ou suspecte ;

b) opérations ou faits constatés en cours d'exécution du contrat (dans le cadre de l'obligation de vigilance continue définie à l'article 20) :

- les facteurs de risques visés à l'annexe III de la loi ;
- le gérant ou les administrateurs changent fréquemment ;
- les paiements du client sont effectués à partir d'un compte géré par une institution financière établie dans un pays ou un territoire qualifié de pays ou territoire non coopératif par le GAFI, l'EU ou la Belgique ou à l'égard duquel ceux-ci recommandent des contre-mesures ou une vigilance renforcée ;
- les paiements sont irréguliers, entre autres à des périodicités différentes ;

2° faits constituant un empêchement à la conclusion ou au maintien d'un contrat :

- il n'est pas possible d'identifier ou de vérifier l'identité du client, de son mandataire ou d'un bénéficiaire effectif au moment déterminé à l'article 30 ou 31 de la loi (cf art. 33, § 1^{er}, de la loi) ;
- il n'est pas possible d'identifier les caractéristiques du client, de son mandataire ou d'un bénéficiaire effectif, visées à l'article 21, au moment déterminé à l'article 30 ou 31 de la loi (cf art. 34, § 3, de la loi) ;
- il n'est pas possible d'exercer la vigilance continue prévue à l'article 20 (cf 35, § 2, de la loi) ;
- le client ou son mandataire indiquent ou laissent clairement apparaître qu'ils paieront en espèces au-delà du montant autorisé par l'article 67 de la loi.

Section V. Rapport écrit, communication à la CTIF et mesures de vigilance renforcée

Art. 23. L'entreprise de fourniture d'adresses établit un rapport écrit sur toute opération ou tout fait atypique, tels que visés aux articles 21 et 22.

Art. 24. En outre, si l'examen de ces opérations ou faits atypiques fait apparaître un soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en particulier dans les cas visés aux articles

21 et 22, l'entreprise de fourniture d'adresses en informe la CTIF, conformément aux articles 47 à 51 de la loi.

Art. 25. Si malgré les opérations ou faits atypiques relevés ou les soupçons de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, l'entreprise de fourniture d'adresses souhaite :

- conclure ou maintenir un contrat de fourniture d'adresses, elle exerce d'autres mesures de vigilance renforcée, consistant notamment à mettre à jour plus régulièrement les données d'identification et les caractéristiques du client, du mandataire et du bénéficiaire effectif et à surveiller fréquemment les opérations du client ;
- maintenir un contrat de fourniture d'adresse, elle réévalue le risque présenté par ce client (par exemple en réalisant un nouveau scoring).

Chapitre IV. Organisation interne

Section I. Conservation des documents

Art. 26. § 1^{er}. L'entreprise de fourniture d'adresses conserve sur quelque support que ce soit, lisible par les tiers, pendant dix ans à dater de la fin du contrat de fourniture d'adresse :

- les données relatives à l'identification du client et, le cas échéant, de ses mandataires et de ses bénéficiaires effectifs et
- les données relatives à l'évaluation des risques, prévue à l'article 19 ou le résultat de cette évaluation si elle a été effectuée au moyen de l'outil visée à l'article 2, alinéa 2.

Elle conserve également :

- soit une copie, sur quelque support que ce soit, des documents probants ayant servi à la vérification de l'identité de ces personnes conformément aux dispositions des chapitres II et III ;
- soit une référence permettant de produire immédiatement ces documents, telle qu'une référence au Moniteur belge ou à une autre publication officielle.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions, notamment l'article III.86 du code de droit économique, l'entreprise de fourniture d'adresses conserve pendant une période de dix ans à partir de l'exécution des opérations, une copie sur quelque support que ce soit, des pièces suivantes :

- une copie du contrat et des avenants éventuels ;
- pour le renvoi du courrier : une copie des factures détaillées du transporteur de courrier ;
- pour les appels téléphoniques donnés par les clients ou reçus par lui : un relevé des appels ;
- le rapport écrit sur les opérations ou faits atypiques, visé à l'article 23 ;
- les déclarations de soupçon envoyées à la CTIF conformément aux articles 47 et suivants de la loi.

Section II. - Formation et sensibilisation des employés

Art. 27. L'entreprise de fourniture d'adresses prend les mesures appropriées pour sensibiliser ses travailleurs et ses représentants aux dispositions de la loi et du présent règlement.

Ces mesures comprennent l'information des travailleurs et des représentants afin de leur permettre de reconnaître les opérations et les faits qui peuvent être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme et afin de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

La fourniture d'informations tel qu'indiquée à l'alinéa 1^{er}, s'adresse spécialement aux travailleurs et représentants qui entrent effectivement en contact avec des clients dans un cadre susceptible de poser des questions sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les entreprises de fourniture d'adresses vérifient, lors du recrutement et de l'affectation de ces travailleurs ou lors de la désignation de ces représentants, que ces personnes disposent d'une honorabilité adéquate en fonction des risques liés aux tâches et fonctions à exercer.

Section III. - Désignation d'un responsable anti-blanchiment

Art. 28. § 1^{er}. L'entreprise de fourniture d'adresses désigne un ou plusieurs responsables anti-blanchiment.

§ 2. Les responsables anti-blanchiment visés au § 1^{er} disposent au sein de l'organisme de l'honorabilité et de l'expérience professionnelle, du niveau hiérarchique et des pouvoirs qui sont nécessaires à l'exercice effectif et autonome de ces fonctions.

§ 3. Les responsables anti-blanchiment veillent au respect par l'entreprise de fourniture d'adresses de l'ensemble de ses obligations de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, notamment :

- des procédures de contrôle interne, de la fourniture et de la centralisation des informations afin de prévenir, de détecter et d'empêcher des opérations ayant trait au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ;
- de la formation interne, visée à l'article 28 ;
- de la rédaction ou de la supervision du rapport écrit sur les opérations atypiques, visé à l'article 23 ;
- de la transmission des informations à la CTIF, et du traitement de l'information qui en provient.

§ 4. Les responsables anti-blanchiment sont les personnes de contact privilégiées pour la CTIF et l'Inspection économique en ce qui concerne toutes les questions de prévention du blanchiment des capitaux et du de financement du terrorisme.

Chapitre V. - Limitation des paiements en espèces

Art. 29. Si l'entreprise de fourniture d'adresses accepte les paiements en espèces, elle indique par écrit, avant la conclusion du contrat ou sur le contrat de fourniture d'adresse, le montant maximum (de 3.000 € à la date de publication du présent règlement) qui peut être payé en espèces en vertu de la loi et précise que ce montant vaut pour l'ensemble du contrat de fourniture d'adresse.

Chapitre VI. – Contrôle et sanctions

Art. 30. Le respect du présent règlement par les entreprises de fourniture d'adresses est contrôlé conformément aux articles 107 et 109 de la loi et sanctionné conformément aux articles 132 à 135 et 137 de la loi.

Chapitre VI. - Dispositions transitoires

Art. 31. Dans un délai de 15 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, l'entreprise de fourniture d'adresses s'assure :

- d'avoir identifié conformément aux dispositions du chapitre II les clients avec lesquels un contrat de fourniture d'adresse est déjà en cours à la date de l'entrée en vigueur de ce règlement ;
- d'avoir appliqué l'analyse de risque et les devoirs de vigilance, visés au chapitre III ;
- d'avoir formé et sensibilisé ses employés, conformément à l'article 27 et désigné un responsable anti-blanchiment, conformément à l'article 28.

Vu pour être annexé à notre arrêté royal portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, concernant les entreprises de fourniture d'adresses.

Par le Roi :
La Ministre de l'Economie,



Nathalie MUYLLE

BIJLAGE

Reglement ter uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, aangaande ondernemingen die adressen verschaffen

Hoofdstuk I. – Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

- 1° “de wet”: de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;
- 2° “witwassen van geld en financiering van terrorisme”: de praktijken bedoeld in de artikelen 2 en 3 van de wet;
- 3° “onderneming die adressen verschaft”: de natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 maart 2018 tot registratie van de dienstenverleners aan vennootschappen, die een activiteit als bedoeld in artikel 3, 1°, b) of c), van die wet uitoefent;
- 4° “overeenkomst tot het verschaffen van een adres”: de overeenkomst gesloten door een onderneming die adressen verschaft, met als voorwerp een of meer van de diensten opgesomd in artikel 3, 1°, b) of c), van de voornoemde wet van 29 maart 2018;
- 5° “cliënt”: de persoon met wie de onderneming die adressen verschaft, een overeenkomst tot het verschaffen van een adres heeft gesloten of die de bedoeling heeft zo'n overeenkomst aan te gaan;
- 6° “uiteindelijke begunstigde”: de persoon als bedoeld in artikel 4, 27°, van de wet van 18 september 2017;
- 7° “UBO-register”: het centraal register van uiteindelijke begunstigden als bedoeld in artikel 73 van de wet;
- 8° “antiwitwasverantwoordelijke”: de persoon bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet;
- 9° « AMLCO » (anti-moneylaundering compliance officer) : de persoon bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet;
- 10° “atypisch kenmerk, atypische verrichting of atypisch feit”: een kenmerk dat, een verrichting die of een feit dat niet strookt met de kenmerken van de cliënt, met het doel en de aard van de zakelijke relatie of van de betrokken verrichting, of met het risicoprofiel van de cliënt, en die hierdoor verband zou kunnen houden met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme;
- 11° “politiek prominent persoon (PPP)”: persoon bedoeld in artikel 4, 28°, van de wet;
- 12° “FAG”: de “Financiële Actiegroep”;
- 13° “CFI”: de Cel voor financiële informatieverwerking zoals bedoeld in de artikelen 4, 16°, en 76 van de wet;
- 14° “Economische Inspectie”: de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die belast is met het toezicht zoals bedoeld in artikel 85, § 1, 5°, en § 3, van de wet.

Art. 2. De bepalingen van dit reglement zijn van toepassing op de ondernemingen die adressen verschaffen als bedoeld in artikel 1, 3°.

Indien de onderneming die adressen verschaft, te goeder trouw gebruikmaakt van de procedures en instrumenten die een beroepsvereniging in onderling akkoord met de Economische Inspectie ter

beschikking stelt, wordt zij geacht te voldoen aan de verplichtingen voorzien in artikelen 7 tot 35 en 37 tot 46 van de wet en in de artikelen 3 tot 22 van dit reglement.

De onderneming die adressen verschaft, mag van dit reglement afwijken voor zover de wet wordt nageleefd, wanneer haar algemene en individuele risicobeoordeling, uitgevoerd op grond van de artikelen 16 en 19, § 2, van de wet, wijst op een laag risico van witwassen van geld en financiering van terrorisme.

Hoofdstuk II. – Identificatie en verificatie van de identiteit van de cliënten, lasthebbers en uiteindelijke begunstigden

Afdeling I. Wie identificeren?

Art. 3. Moeten worden geïdentificeerd, de cliënten, lasthebbers en uiteindelijke begunstigden, overeenkomstig de bepalingen uit de volgende afdelingen.

Afdeling II. Identificatie en verificatie van de identiteit van de cliënten

Onderafdeling I. Wanneer de cliënten identificeren, hun identiteit verifiëren en hun gegevens actualiseren?

Art. 4. Vóór ze met de cliënt een overeenkomst tot het verschaffen van een adres sluit, of daarna onder de voorwaarden van artikel 31 van de wet, moet de onderneming die adressen verschaft, haar cliënten identificeren overeenkomstig artikel 6 en hun identiteit verifiëren overeenkomstig de artikelen 7 tot 11.

Art. 5. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst tot het verschaffen van een adres moet de onderneming die adressen verschaft, in het kader van haar bestendige waakzaamheidsverplichting zoals beschreven in artikel 20, de identificatiegegevens van de cliënten actualiseren.

Onderafdeling II. Waarop hebben de identificatie en de verificatie van de identiteit van de cliënten betrekking?

Art. 6. § 1. Voor natuurlijke personen hebben de identificatie en de verificatie van de identiteit van de cliënten betrekking op:

- de naam en voornaam,
- de geboortedatum en geboorteplaats,
- in de mate van het mogelijke, het adres,
- het ondernemingsnummer of het gelijkaardig buitenlands identificatienummer.

§ 2. Voor rechtspersonen, trusts, fiducieën en soortgelijke juridische constructies hebben de identificatie en de verificatie betrekking op:

- de maatschappelijke naam;
- de maatschappelijke zetel;
- de naam en voornaam van de bestuurders, van de zaakvoerders, van de trustee, van de beschermer (in voorkomend geval);
- de geldigheid van het mandaat om verbintenissen aan te gaan voor de rechtspersoon, trust, fiducie of soortgelijke juridische constructie;
- het ondernemingsnummer of het gelijkaardig buitenlands identificatienummer.

Onderafdeling III. Hoe de identiteit van de cliënten verifiëren?

Art. 7. De identiteit van de cliënten wordt geverifieerd:

- ofwel aan de hand van een of meerdere bewijsstukken, zoals bedoeld in de artikelen 8 tot 11;
- ofwel door een of meerdere *betrouwbare en onafhankelijke bronnen* te raadplegen, zoals de Kruispuntbank van Ondernemingen of de Belgische Staatsblad.

Art. 8. Indien de cliënt een Belgische natuurlijke persoon is of een onderdaan uit een lidstaat van de Europese Unie, kan zijn identiteit worden geverifieerd aan de hand van zijn identiteitskaart en/of paspoort. In geval van twijfel over de legitimiteit van de voorlegging van een identiteitskaart, is het niettemin raadzaam om te controleren of deze niet als gestolen of verloren is opgenomen in de database ad hoc van de FOD Binnenlandse Zaken (zie de site: <https://www.checkdoc.be>).

Indien de cliënt een natuurlijke persoon die geen onderdaan uit een lidstaat van de Europese Unie is en zijn woonplaats heeft in het buitenland, kan zijn identiteit ook worden geverifieerd aan de hand van zijn paspoort of ieder ander identiteitsdocument.

Indien de cliënt een natuurlijke persoon die geen onderdaan uit een lidstaat van de Europese Unie is en zijn woonplaats heeft in België, die wegens zijn wettelijk statuut op het Belgisch grondgebied niet over een door de Belgische autoriteiten uitgereikte identiteitskaart beschikt, kan zijn identiteit worden geverifieerd aan de hand van een geldig bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, of, als hij wegens zijn statuut niet over een dergelijk bewijs beschikt, aan de hand van een geldig, door de Belgische openbare overheden uitgereikt document dat de wettelijkheid van zijn verblijf in België attesteert.

Indien het adres van de cliënt niet vermeld staat op het bewijsstuk dat hij voorlegt, of indien de onderneming die adressen verschaft, twijfelt aan de juistheid van het opgegeven adres, moet ze dat verifiëren aan de hand van een of meerdere andere documenten of door middel van een of meerdere betrouwbare en onafhankelijke bronnen.

Art. 9. Indien de cliënt een rechtspersoon is, kan zijn identiteit worden geverifieerd:

- door de online raadpleging van de gegevens van die cliënt vermeld in artikel 6, § 2, die zijn opgenomen in de Kruispuntbank van Ondernemingen, in een gelijkaardig register van een andere staat of in een betrouwbare en onafhankelijke databank;
 - aan de hand van de hieronder genoemde documenten en de vertaling ervan in een van de landstalen of in het Engels:
 -
- 1° de recentste versie van de gecoördineerde statuten, een certificaat van oprichting of ieder ander document afkomstig van een onafhankelijke en betrouwbare bron waaruit het bestaan van de

cliënt blijkt en waarin zijn naam, maatschappelijke zetel en, indien mogelijk, zijn rechtsvorm en vestigingsseenheden worden vermeld;

- 2° de lijst van de bestuurders van de rechtspersoon en de bekendmaking van hun benoeming in een officieel document of ieder ander bewijsstuk aan de hand waarvan hun hoedanigheid van bestuurder kan worden bewezen.

Art. 10. § 1. Indien de cliënt een trust, een feitelijke vereniging, een fiducie of enige andere juridische structuur zonder rechtspersoonlijkheid is, neemt de onderneming die adressen verschaft, kennis van het bestaan, de aard, het doel en de wijze van beheer en vertegenwoordiging. Vervolgens verifieert de onderneming die adressen verschaft, die informatie aan de hand van documenten of informatiebronnen die daartoe als bewijs kunnen dienen, en maakt ze daarvan een kopie.

Deze identificatie omvat de kennisname en verificatie van de lijst van personen die gemachtigd zijn om het beheer van deze cliënt waar te nemen, door de onderneming die adressen verschaft, aan de hand van een document dat daartoe als bewijs kan dienen.

Voor de juridische constructies, zoals de trust, omvat die identificatie de kennisneming en verificatie van de identiteit van de trustschepper, de trustee(s), de beschermer (in voorkomend geval).

§ 2. Wanneer de cliënt een onverdeeldheid is, moeten de verplichtingen inzake identificatie van de cliënt en verificatie van zijn identiteit overeenkomstig de artikelen 4 tot 9 worden uitgevoerd voor elke onverdeelde eigenaar. Bij splitsing van de rechten moeten deze identificatie en identiteitsverificatie worden uitgevoerd voor de vruchtgebruikers, erfpachters of opstalhouders.

Afdeling III. Identificatie van de lasthebbers, verificatie van hun identiteit en verificatie van hun vertegenwoordigingsbevoegdheden

Art. 11. Worden inzonderheid bedoeld, de volgende lasthebbers:

- die personen die krachtens een algemene of bijzondere lastgeving gemachtigd zijn om op te treden in naam van een cliënt;
- de personen die gemachtigd zijn om op te treden als vertegenwoordiger van een cliënt die een rechtspersoon, een feitelijke vereniging of een andere juridische structuur zonder rechtspersoonlijkheid is, in het kader van hun relatie met de onderneming die adressen verschaft.

Art. 12. De onderneming die adressen verschaft, moet de lasthebbers identificeren, hun identiteit verifiëren en hun gegevens actualiseren, op dezelfde manier als de cliënten, overeenkomstig de artikelen 4 tot 10.

Ze moet ook kennisnemen van de vertegenwoordigingsbevoegdheden van de lasthebber en ze verifiëren aan de hand van bewijsstukken.

Afdeling IV. – Identificatie en verificatie van de identiteit van de uiteindelijke begunstigden

Onderafdeling I. Welke uiteindelijke begunstigden identificeren?

Art. 13. In voorkomend geval identificeert de onderneming die adressen verschaft, de uiteindelijke begunstigden van de cliënten en van de lasthebbers, en neemt hij passende maatregelen om hun identiteit te verifiëren.

Art. 14. Artikel 13 is niet van toepassing op de uiteindelijke begunstigden van beurgenoteerde ondernemingen in de zin van artikel 4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Onderafdeling II. Wanneer de uiteindelijke begunstigden identificeren, hun identiteit verifiëren en hun gegevens actualiseren?

Art. 15. De uiteindelijke begunstigden moeten worden geïdentificeerd en hun gegevens moeten worden geactualiseerd op dezelfde momenten als de cliënten, overeenkomstig de artikelen 4 en 5.

Onderafdeling III. Waarop heeft de identificatie van de uiteindelijke begunstigden betrekking?

Art. 16. Voor de identificatie van de uiteindelijke begunstigden is het noodzakelijk hun naam en voornaam te kennen en, in de mate van het mogelijke, hun geboortedatum, hun geboorteplaats en hun adres.

De identificatie van de uiteindelijke begunstigden overeenkomstig artikel 13 omvat het nemen van redelijke maatregelen om inzicht te verwerven in de eigendoms- en zeggenschapsstructuur van de cliënt of lasthebber die een vennootschap, rechtspersoon, stichting, fiducie, trust of soortgelijke juridische constructie is.

Onderafdeling IV. Hoe de identiteit van de uiteindelijke begunstigden verifiëren?

Art. 17. De onderneming die adressen verschaft, identificeert de uiteindelijke begunstigden van haar cliënten door kennis te nemen van de gegevens die haar door de cliënt zijn meegedeeld en verifieert de waarachtigheid van de verzamelde identificatiegegevens door deze te toetsen aan een of meerdere bewijsstukken of betrouwbare en onafhankelijke informatiebronnen die deze gegevens kunnen bevestigen. Het is aan de onderneming die adressen verschaft om deze gegevens, bewijsstukken en informatiebronnen op te sommen in haar interne procedures voor de identificatie en de verificatie van de identiteit van de betrokken personen.

Deze opsomming moet gebaseerd zijn op een beoordeling van de mate van betrouwbaarheid van elk bewijsstuk of elke informatiebron, die voldoende moet zijn om de in artikelen 26 en 27, § 1, van de wet vastgelegde doelstelling te kunnen bereiken.

Art. 18. De identiteit van de aldus meegedeelde uiteindelijke begunstigden kan worden geverifieerd, bijvoorbeeld aan de hand van:

- de documenten die nodig zijn om de identiteit van cliënten natuurlijke personen te verifiëren zoals bedoeld in de artikelen 7 of 8;
- andere documenten zoals de oprichtingsakte, het register van aandeelhouders op naam of het vennotenregister, of de aanwezigheidslijsten van de algemene vergaderingen;
- diverse onafhankelijke en betrouwbare informatiebronnen;

- het UBO-register, zonder er uitsluitend op te vertrouwen om hun identiteit te verifiëren.

Hoofdstuk III. Risicobeoordeling en waakzaamheidsplicht

Afdeling I. Risicobeoordeling

Art. 19. Alvorens een overeenkomst tot het verschaffen van een adres te sluiten, beoordelen de ondernemingen die adressen verschaffen, het risico dat het sluiten van die overeenkomst inhoudt, met name in het licht van de criteria bedoeld in bijlage III van de wet en in de artikelen 21 en 22.

Afdeling II. Bestendige waakzaamheid

Art. 20. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst tot het verschaffen van een adres gaat de onderneming die adressen verschaft, met de in het tweede lid bepaalde frequentie:

- de tijdens de looptijd van de overeenkomst uitgevoerde verrichtingen en feiten onderzoeken en de atypische verrichtingen en feiten vaststellen, met name die bedoeld in bijlage III van de wet of in de artikelen 21 en 22;
- de identificatiegegevens actualiseren, overeenkomstig hoofdstuk II en, in geval van een wijziging, de nieuwe gegevens verifiëren.

De frequentie van onderzoek en van actualisering is afhankelijk van het risiconiveau dat bij de cliënt werd vastgesteld bij toepassing van artikel 19 en van het huidige artikel:

- voor een nieuwe cliënt of wanneer het risicoprofiel van een cliënt hoog is: minstens eenmaal per jaar;
- wanneer het risicoprofiel van een cliënt gemiddeld is: minstens om de drie jaar;
- wanneer het risicoprofiel van een cliënt laag is: minstens om de vijf jaar.

Afdeling III. Onderzoek naar de kenmerken van de cliënt, van de lasthebber en van de uiteindelijke begunstigde

Art. 21. Alvorens een overeenkomst tot het verschaffen van een adres te sluiten, gaat de onderneming die adressen verschaft, na of de cliënt, de lasthebber en de uiteindelijke begunstigde volgende kenmerken vertonen:

- de risicofactoren bedoeld in bijlage III van de wet;
- de cliënt, lasthebber of uiteindelijke begunstigde is een politiek prominent persoon, een familielid van een politiek prominent persoon of iemand die nauw verbonden is met een politiek prominent persoon, in de zin van artikel 4, 30°, van de wet; die verificatie gebeurt met name door cumulatieve raadpleging van internet, officiële databanken, de verklaring van de cliënt op basis van een vragenlijst;
- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde is een minderjarige of is betrokken bij een of meerdere faillissementen of andere dubieuze verrichtingen;

- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde staat op de door de FOD Financiën bijgehouden lijst van personen met een hoog risico;
- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde is gevestigd in een land vermeld in de door de FOD Financiën behouden lijst van landen met een hoog risico of in een land vermeld in artikel 179 KB / WIB 92.

Afdeling IV. Vaststelling van verrichtingen of van feiten die een verhoogd risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme inhouden

Art. 22. Zowel vóór het sluiten van de overeenkomst (wanneer ze de risico's moet beoordelen) als tijdens de uitvoering (wanneer ze een bestendige waakzaamheid aan de dag moet leggen ten aanzien van het risico), stelt de onderneming die adressen verschaft, de verrichtingen en feiten vast die een verhoogd risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme inhouden, met name de volgende verrichtingen en feiten:

- 1° verrichtingen of feiten die de maatregelen vereisen waarin de artikelen 20 en 23 tot 25 voorzien:
 - a) feiten vastgesteld vóór het sluiten van de overeenkomst (in het kader van de risicobeoordeling zoals gedefinieerd in artikel 19):
 - de risicofactoren bedoeld in bijlage III van de wet;
 - de cliënt is een trust, een feitelijke vereniging of een andere juridische structuur waarvan een goede kennis een meer diepgaande analyse vereist, bijvoorbeeld een complexe of supranationale juridische structuur voor andere vennootschappen dan naamloze of vergelijkbare vennootschappen;
 - de cliënt bestaat minder dan 12 maanden;
 - de zaakvoerder of de meerderheid van de bestuurders zijn minder dan 12 maanden in functie;
 - de cliënt is een vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid of een Limited;
 - de cliënt is een vereniging;
 - de lasthebber of vennoten zijn duidelijk stromannen (bv. onbekwaam, spreken geen zakelijke taal, zichtbaar drugsverslaafd, dakloos, mandaat beperkt tot het sluiten van de overeenkomst tot het verschaffen van een adres, ...);
 - de activiteit van de cliënt is niet duidelijk of komt niet overeen met de activiteit beschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen of in zijn statuten;
 - de activiteit van de cliënt vereist een fysieke vestiging op een andere plaats, waar de maatschappelijke zetel zou kunnen worden gevestigd;
 - de motivatie van de cliënt om zijn maatschappelijke zetel op dit adres onder te brengen is niet duidelijk of is verdacht;
 - b) verrichtingen of feiten vastgesteld tijdens de uitvoering van de overeenkomst (in het kader van de bestendige waakzaamheids-verplichting zoals gedefinieerd in artikel 20):
 - de risicofactoren zoals bedoeld in bijlage III van de wet;
 - de zaakvoerder of de bestuurders wisselen regelmatig;
 - de betalingen van de cliënt worden uitgevoerd vanaf een rekening die wordt beheerd door een financiële instelling gevestigd in een land of een gebied dat door de FAG wordt gekwalificeerd als een land of een gebied dat niet aan de witwasbestrijding meewerkt, of ten aanzien waarvan de FAG tegenmaatregelen of een verhoogde waakzaamheid aanbeveelt;
 - de betalingen zijn onregelmatig, onder andere met verschillende periodiciteiten;

- 2° feiten die het sluiten of het behouden van een overeenkomst verhinderen:

- het is niet mogelijk de cliënt, zijn lasthebber of een uiteindelijke begunstigde te identificeren of hun identiteit te verifiëren op het in artikel 30 of 31 van de wet bepaalde tijdstip (cf. art. 33, § 1, van de wet);
- het is niet mogelijk de in artikel 21 bedoelde kenmerken van de cliënt, zijn lasthebber of een uiteindelijke begunstigde te identificeren op het in artikel 30 of 31 van de wet bepaalde tijdstip (cf. art. 34, § 3, van de wet);
- het is niet mogelijk de in artikel 20 bedoelde bestendige waakzaamheid uit te oefenen (cf. art. 35, § 2, van de wet);
- de cliënt of zijn lasthebber geven aan of laten duidelijk blijken dat ze in contanten zullen betalen boven het door artikel 67 van de wet toegelaten bedrag.

Afdeling V. Schriftelijk verslag, mededeling aan de CFI en verscherpte waakzaamheidsmaatregelen

Art. 23. De onderneming die adressen verschaft, stelt een schriftelijk verslag op over elke atypische verrichting of elk atypisch feit, zoals bedoeld in de artikelen 21 en 22.

Art. 24. Indien het onderzoek van die atypische verrichtingen of feiten bovendien een vermoeden van witwassen van geld of financiering van terrorisme doet ontstaan, in het bijzonder in de gevallen bedoeld in de artikelen 21 en 22, brengt de onderneming die adressen verschaft, de CFI daarvan op de hoogte, overeenkomstig de artikelen 47 tot 51 van de wet.

Art. 25. Wanneer de onderneming die adressen verschaft, ondanks de opgemerkte atypische verrichtingen of feiten, of ondanks de vermoedens van witwassen van geld of financiering van terrorisme:

- een overeenkomst tot het verschaffen van een adres wenst af te sluiten of te behouden, oefent ze andere verscherpte waakzaamheidsmaatregelen uit, die er met name in bestaan de identificatiegegevens en de kenmerken van de cliënt, van de lasthebber en van de uiteindelijke begunstigde regelmatig te actualiseren en frequent toezicht te houden op de verrichtingen van de cliënt;
- een overeenkomst tot het verschaffen van een adres wenst te behouden, herbeoordeelt ze het risico van die cliënt (bijvoorbeeld door een nieuwe scoring uit te voeren).

Hoofdstuk IV. Interne organisatie

Afdeling I. Bewaring van de documenten

Art. 26. § 1. De onderneming die adressen verschaft, bewaart, op welke gegevensdrager ook, door derden leesbaar, gedurende tien jaar vanaf het einde van de overeenkomst tot het verschaffen van een adres:

- de identificatiegegevens van de cliënt en, in voorkomend geval, van zijn lasthebbers en van zijn uiteindelijke begunstigten, alsook
- de gegevens betreffende de in artikel 19 bedoelde risicobeoordeling of het resultaat van die beoordeling indien deze werd uitgevoerd met behulp van het in artikel 2, tweede lid, bedoelde instrument.

Ze bewaart ook:

- ofwel een kopie, op welke gegevensdrager ook, van de bewijsstukken die hebben gediend voor de verificatie van de identiteit van die personen overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III;
- ofwel een verwijzing aan de hand waarvan die documenten onmiddellijk kunnen worden voorgelegd, zoals een verwijzing naar het Belgisch Staatsblad of een andere officiële publicatie.

§ 2. Onverminderd andere bepalingen, met name artikel III.86 van het Wetboek van economisch recht, bewaart de onderneming die adressen verschaft, gedurende een periode van tien jaar vanaf de uitvoering van de verrichtingen op welke informatiedrager ook een kopie van de volgende stukken:

- een kopie van de overeenkomst en van de eventuele aanhangsels;
- voor het doorsturen van de post: een kopie van de gedetailleerde facturen van de koerier;
- voor telefoongesprekken gepleegd door de cliënten of ontvangen door hem: een overzicht van de oproepen;
- het in artikel 23 bedoelde schriftelijk verslag over de atypische verrichtingen of feiten;
- de meldingen van de vermoedens naar CFI verzonden, overeenkomstig artikelen 47 en volgende van de wet.

Afdeling II. – Opleiding en sensibilisering van de werknemers

Art. 27. De onderneming die adressen verschaft, neemt passende maatregelen om haar werknemers en haar vertegenwoordigers vertrouwd te maken met de bepalingen van de wet en van dit reglement.

Deze maatregelen houden in dat de werknemers en vertegenwoordigers informatie ontvangen die hen in staat stelt om de verrichtingen en de feiten te onderkennen die verband kunnen houden met het witwassen van geld of met financiering van terrorisme, en om hen te leren hoe in dergelijke gevallen moet worden gehandeld.

De informatieverstrekking zoals bedoeld in eerste lid richt zich in het bijzonder tot de werknemers en vertegenwoordigers die daadwerkelijk in aanraking komen met cliënten in een verband waarin er vragen over het witwassen van geld en de financiering van terrorisme kunnen worden gesteld.

Bij de aanwerving en de aanstelling van deze werknemers of bij de aanwijzing van de vertegenwoordigers, gaan de ondernemingen die adressen verschaffen na of die personen blijk geven van een passende betrouwbaarheid in functie van de risico's die gepaard gaan met de uit te voeren opdrachten en functies.

Afdeling III. – Aanwijzing van een antiwitwasverantwoordelijke

Art. 28. § 1. De onderneming die adressen verschaft, wijst een of meer antiwitwasverantwoordelijken aan.

§ 2. De antiwitwasverantwoordelijken bedoeld in paragraaf 1 beschikken binnen de onderneming over de betrouwbaarheid, de beroepservaring, het hiërarchische niveau en de bevoegdheden die nodig zijn om die functie effectief en autonoom te kunnen uitoefenen.

§ 3. De antiwitwasverantwoordelijken zien er op toe dat de onderneming die adressen verschaft, al haar verplichtingen nakomt op het vlak van de voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, met name met betrekking tot:

- de procedures voor interne controle, informatieverstrekking en -centralisatie om verrichtingen die verband houden met het witwassen van geld en de financiering van terrorisme te voorkomen, op te sporen en te verhinderen;
- de interne opleiding zoals bedoeld in artikel 28;
- het opstellen of het superviseren van het schriftelijk verslag over de atypische verrichtingen zoals bedoeld in artikel 23;
- het doorgeven van de inlichtingen aan de CFI en het verwerken van informatie afkomstig van de CFI.

§ 4. De antiwitwasverantwoordelijken zijn de bevoorrechte contactpersonen voor de CFI en de Economische Inspectie met betrekking tot alle vragen over de voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme.

Hoofdstuk V. – Beperking van de betalingen in contanten

Art. 29. Indien de onderneming die adressen verschaft, betalingen in contanten aanvaardt, vermeldt ze schriftelijk, vóór het afsluiten van de overeenkomst of op de overeenkomst tot het verschaffen van een adres, het maximumbedrag (3.000 € op de datum van publicatie van dit reglement) dat op grond van de wet in contanten mag worden betaald, en verduidelijkt ze dat dat bedrag geldt voor de volledige overeenkomst tot het verschaffen van een adres.

Hoofdstuk VI. – Controle en sancties

Art. 30. De naleving van dit reglement door de ondernemingen die adressen verschaffen, wordt gecontroleerd overeenkomstig de artikelen 107 en 109 van de wet en bestraft overeenkomstig de artikelen 132 tot 135 en 137 van de wet.

Hoofdstuk VI. – Overgangsbepalingen

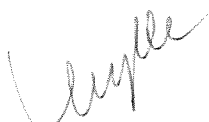
Art. 31. Binnen een termijn van 15 maanden volgend op de inwerkingtreding van dit reglement vergewist de onderneming die adressen verschaft, zich ervan dat:

- zij de cliënten waarmee reeds een overeenkomst tot het verschaffen van een adres loopt op de datum van inwerkingtreding van dit reglement heeft geïdentificeerd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II;
- zij het in hoofdstuk III bedoelde risicobeoordeling en waakzaamheidsplicht heeft toegepast;
- zij haar werknemers heeft opgeleid en gesensibiliseerd overeenkomstig artikel 27 en een antiwitwasverantwoordelijke heeft aangewezen overeenkomstig artikel 28.

Gezien om te worden gevoegd bij ons koninklijk besluit van xx/xx/xxxx tot goedkeuring van het reglement ter uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van

geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, aangaande ondernemingen die een adres verschaffen.

Van Koningswege:
De minister van Economie,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Muylle', written in a cursive style.

Nathalie MUYLLE